

Sources et méthodes

Le SSMSI dispose principalement de deux sources pour étudier l'insécurité, la délinquance et la victimation : l'enquête nationale de victimation «Cadre de vie et sécurité» et les données issues des bases d'enregistrement des procédures de la police et de la gendarmerie. L'exploitation fiable de cette dernière source est récente et donne lieu encore à de nombreux investissements méthodologiques pour harmoniser les informations statistiques issues des logiciels de rédaction de procédure utilisés dans la police (LRPPN) et dans la gendarmerie (LRPGN), améliorer la qualité des données et exploiter finement le détail informatisé des procédures.

Crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie

Cette récente base de données de la statistique publique est tirée de l'enregistrement par les services de police et unités de gendarmerie des procédures relatives à des infractions pénales, avant leur transmission à l'administration judiciaire (voir Interstats méthode n°2). Dans le cadre de leur activité judiciaire, les forces de sécurité (services de police et unités de gendarmerie) sont amenées à rédiger des procédures relatives à des infractions, avant de les transmettre à l'autorité judiciaire qui est susceptible de les requalifier par la suite.

Ces infractions ont pu être constatées suite à une plainte déposée par une victime, à un signalement, un témoignage, un délit flagrant, une dénonciation, etc., mais aussi sur l'initiative des forces de sécurité. La comptabilisation des infractions peut fournir une indication du volume réel des infractions commises, et donc de l'insécurité qui en découle, dans les domaines où la part des délits qui n'arrivent pas à la connaissance des services est faible.

A partir de 1972, les forces de sécurité (police et gendarmerie) se sont dotées d'un outil standardisé de mesure de l'activité judiciaire des services basé sur des comptages mensuels, appelé «état 4001». Ce document administratif porte sur les crimes et les délits (à l'exclusion donc des contraventions), enregistrés pour la première fois par les forces de sécurité (afin d'éviter une double comptabilisation si une même infraction est traitée successivement par des services différents) et portés à la connaissance de l'institution judiciaire (n'y sont donc retracées que les infractions suffisamment constituées juridiquement pour pouvoir être poursuivies par un tribunal). Les infractions routières sont exclues de ce dispositif.

Les infractions y sont classées en 103 catégories, très hétérogènes par la nature et la gravité des faits, mais aussi par le nombre d'infractions constatées chaque mois. On y trouve aussi bien les « Homicides commis sur des mineurs de moins de 15 ans

» (catégorie qui compte autour de 50 victimes enregistrées chaque année) que les « Coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels sur personnes de 15 ans et plus » (autour de 200 000 victimes par an) ; l'infraction de « Non versements de pension alimentaire » (15 000 auteurs recensés par an) ou encore les « Infractions relatives à la chasse et à la pêche » (1 500 procédures annuelles). Les critères de différenciation entre les postes de cette nomenclature font souvent référence à l'incrimination pénale constitutive du crime ou du délit, mais aussi parfois au type de victime (les mineurs de moins de 15 ans sont souvent spécifiés, ainsi que les particuliers, voire les femmes, ou certains groupes professionnels), au mode opératoire (le cambriolage est spécifié, ainsi que le « vol à la tire ») ou au lieu de commission de l'infraction (lieux publics, domiciles...). Numérotée de 1 à 107 (quatre positions ne sont pas utilisées, on recense donc 103 types d'infractions), cette nomenclature, qui n'a évolué que marginalement depuis 1972 est appelée couramment « les 107 index de l'état 4001 ». Ce sont les séries suivies historiquement par le ministère de l'intérieur.

Les indicateurs présentés dans ce rapport ont été choisis et construits à partir de regroupements de ces index, en fonction de plusieurs critères :

- la pertinence du phénomène observé : quand les infractions mesurent une atteinte à une loi ou à un règlement, mais qu'il n'y a pas par nature de victime identifiable, le comptage n'a pas de signification pour mesurer un degré ou une évolution de la délinquance subie.
- la cohérence entre les données administratives et les résultats des enquêtes de victimation : plus la proportion des victimes qui se signalent aux forces de sécurité est élevée, plus la donnée administrative est fiable.
- la stabilité dans le temps des chiffres, preuve de la fiabilité de leur mode de production et de construction : des données très erratiques, pour illustrer des phénomènes sociaux qui ont tous une certaine inertie, montrent que le système de production n'est pas fiable. Souvent, ce souci de fiabilité a conduit à regrouper dans un même indicateur plusieurs types d'infractions qu'on aurait pu analyser séparément, mais qui auraient conduit à des catégories trop petites pour que leur analyse ait du sens (ainsi on analysera en même temps l'ensemble des vols réalisés avec une arme). De plus, quand les frontières entre deux catégories peuvent faire l'objet d'hésitations ou d'erreurs de classements, le fait de les analyser de façon groupée limite les risques d'interprétations erronées (par exemple, on observera dans un même indicateur les cambriolages de résidences principales et secondaires).

Au total, 9 indicateurs mensuels sont actuellement construits par le SSMSI. Ils recouvrent 28 des 103 index effectifs de «l'état 4001». Si l'on met de côté les procédures d'infraction à la législation sur les stupéfiants, qui n'ont donc pas de victimes « directes », pour se concentrer sur les infractions dirigées contre des personnes (atteintes aux biens ou atteintes à l'intégrité des personnes), 28 des 54 items de «l'état 4001» sont couverts. Ces indicateurs couvrent environ quatre crimes et délits pour vols sur cinq et trois quarts des violences physiques non crapuleuses enregistrées dans «l'état 4001».

S'agissant des regroupements de nationalités pour les étrangers, ils sont établis par continent géographique (par exemple le Maghreb est intégré dans l'Afrique).

La disponibilité, depuis le printemps 2015, de bases de données détaillées sur les infractions constatées a permis la construction de catégories statistiques plus fines que celles des «index 4001» : repérage des violences intra familiales, analyses par types de victimes ou selon la localisation des faits par exemple. Elle permet également d'exploiter progressivement les contraventions afin d'avoir une vision plus complète de la délinquance, par exemple dans le domaine des destructions et dégradations volontaires. Néanmoins la nécessité de se comparer aux années passées nécessite, pour le moment, de conserver les définitions de «l'état 4001» comme élément de base. Cette situation a vocation à évoluer dans le temps.

Les statistiques sur les faits constatés dans ce bilan sont des cumuls annuels des données mensuelles produites pour les notes de conjoncture du SSMSI. Par conséquent, les requalifications de faits postérieurs au mois de comptabilisation ne sont pas prises en compte, sauf pour les homicides et les dégradations. Par contre les statistiques sur les victimes et les mis en cause prennent au compte pour chaque année les requalifications connues en janvier de l'année suivante.

L'enquête Cadre de vie et sécurité (CVS)

L'enquête « Cadre de vie et sécurité » est conduite chaque année depuis 2007 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) et avec le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) depuis sa création en 2014. Cette enquête nationale, dite de «victimation», a pour objectif d'évaluer et de décrire les infractions (vols ou tentatives, actes de vandalisme, escroqueries et arnaques, menaces et injures, violences physiques et sexuelles) dont sont victimes les ménages et les individus. Elle complète ainsi les données administratives sur les infractions

enregistrées au quotidien par les services de police et de gendarmerie car les victimes ne déposent pas toujours plainte. L'enquête s'intéresse en outre aux opinions de l'ensemble de la population (victimes et non victimes) en matière de cadre de vie et de sécurité.

L'enquête est menée au premier trimestre de chaque année auprès d'environ 25 500 ménages résidant en France métropolitaine. L'enquête a également été réalisée à la Réunion en 2011 et en Guadeloupe, Guyane et Martinique en 2015, en partenariat avec la Délégation Générale à l'Outre-mer. Chaque année, environ 16 000 ménages répondent effectivement à l'enquête. Au sein de chaque ménage, une personne de plus de 14 ans choisie aléatoirement répond aux questions portant sur les victimations individuelles (vols personnels, violences).

Pour en savoir plus sur les résultats de cette enquête, consulter le rapport d'enquête 2018 produit par le SSMSI le 6 décembre 2018 et disponible sur cette page web : <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/L-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-CVS/Rapport-d-enquete-cadre-de-vie-et-securite-2018>.

L'objet du document est de présenter, de façon systématique, les réponses des ménages à toutes les questions qui leur sont posées, dans chacun des domaines de la victimation couvert par l'enquête. Combien de victimes chaque année ? Que sait-on du déroulé des faits ? Et de leurs auteurs ? Dans quels espaces géographiques la victimation est-elle la plus importante ? Et dans quelles catégories sociales ?

Des sources qui se complètent

Les données administratives enregistrées par la police et la gendarmerie nationales, de même que les informations issues de l'enquête CVS présentent des avantages et des inconvénients. Leur utilisation conjointe permet de dresser un panorama le plus complet possible de la délinquance, de la sécurité et de la victimation.

Délinquances enregistrées par les forces de l'ordre



Permet des comparaisons en relatif :

- maillage géographique fin,
- suivi des infractions spécifiques ou rares (effet évènementiel, homicides,...),
- suivi infra-annuel de la délinquance (à ce stade 9 indicateurs mensuels de référence).

Ne permet pas de mesurer exhaustivement le niveau de la délinquance :



- sous-estime parfois lourdement le nombre d'actes de délinquance, notamment pour les types d'infractions qui ne font pas de victimes directes (infractions aux stupéfiants) ou celles pour lesquelles les taux de plainte sont faibles (violences à la personne),
- dépend des pratiques et des consignes de gestion et/ou de saisie.

Enquête CVS



Permet d'estimer le nombre de victimes et la part qui porte plainte en fonction de la victimation subie ainsi que le sentiment d'insécurité.

Il s'agit de données d'enquêtes par sondage donc les estimations doivent être interprétées en lien avec les intervalles de confiance sous-jacents et dont les concepts sont discutés (voir note méthodologique du rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » décembre 2018 - SSMSI p 209).



Du fait de la taille de l'échantillon :

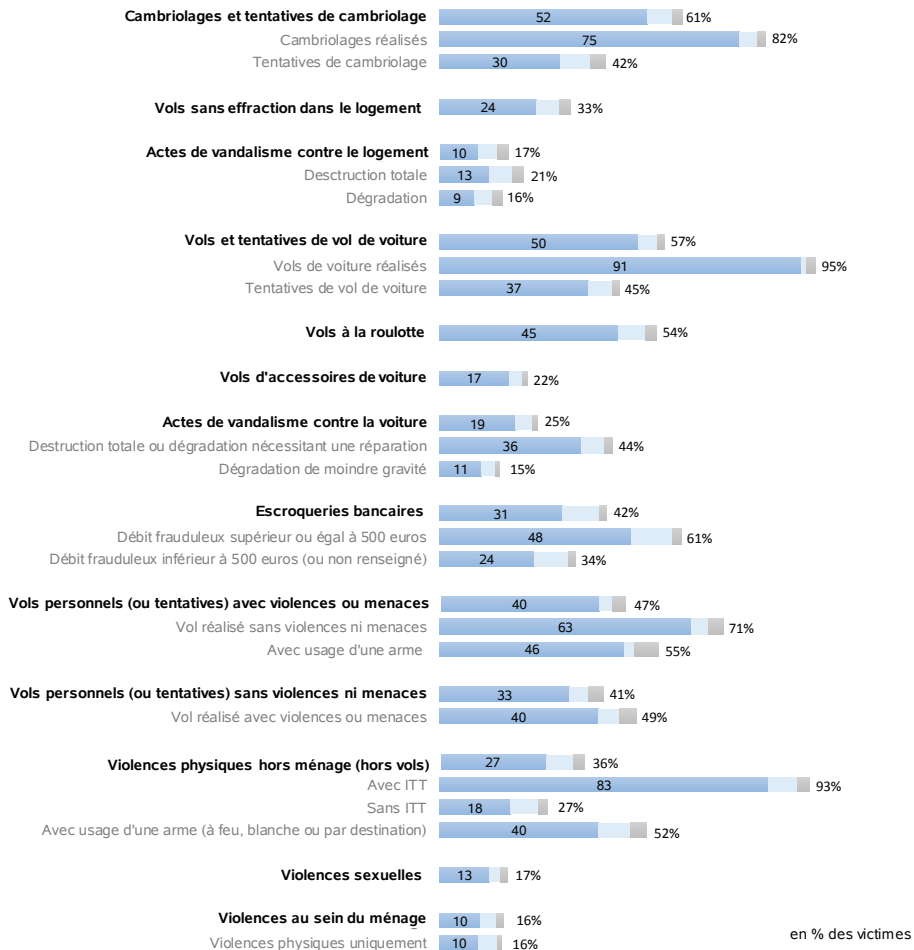
- les comparaisons géographiques sont très limitées,
- il est difficile de suivre des infractions rares,
- il est impossible d'assurer un suivi conjoncturel infra-annuel.

Comportement de plainte des victimes déclarées dans l'enquête Cadre de vie et sécurité

Moyenne sur la période 2011-2017

Somme = part de victimes ayant fait le déplacement en commissariat ou en gendarmerie

- Victimes ayant déposé plainte
- Victimes ayant déposé une main courante
- Victimes ayant abandonné leur démarche au commissariat ou à la gendarmerie*



* y compris refus pour les violences sexuelles et violences au sein du ménage.

Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires pour les atteintes visant les logements ou les voitures, et personnes de 14 ans ou plus sinon (sauf pour les violences sexuelles et violences au sein du ménage 18-75 ans), incident le plus récent dans l'année.

Sources : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité » 2012 à 2018, Insee-ONDRP-SSMSI.

L'enquête Violences et rapports de genre « Virage »

L'enquête Virage « Violences et rapports de genre » a été conduite en 2015 par l'Institut national des études démographiques (Ined) et a été cofinancée par le ministère de l'intérieur. Cette enquête porte sur les violences interpersonnelles subies dans les douze derniers mois et au cours de la vie dans les différents espaces de vie (famille, études, travail, couple actuel ou passé, espaces publics). Elle couvre un champ d'infractions de nature sexuelle plus large que celui de l'enquête CVS. Elle a été réalisée auprès d'un échantillon comprenant 27 268 personnes (15 556 femmes et 11 712 hommes) âgées de 20 à 69 ans, vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.

Méthodologie de constitution des cartes présentées dans ce rapport

1. Méthode pour choisir le nombre de groupes et la période d'intérêt des cartes départementales sur les taux d'infractions

La représentation cartographique des taux d'infractions nécessite d'établir au préalable un petit nombre de groupes dans lesquels classer les départements. La méthode de Jenks est privilégiée car elle permet de créer automatiquement des groupes homogènes.

Malgré le choix préalable de la méthode de Jenks, le nombre de groupes choisis modifie grandement la représentation finale. Un grand nombre de groupes donne plus de détail sur la distribution étudiée, mais peut détériorer la robustesse de la représentation cartographique (deux départements ayant des taux très proches peuvent se retrouver dans des groupes différents). Pour un nombre donné de groupes, considérer le taux d'infraction moyen sur les trois dernières années plutôt que sur la seule année 2018 améliore la robustesse de la représentation, mais au détriment de son intérêt conjoncturel.

Pour un nombre de groupes donné et pour une période d'analyse donnée, un test de validation a été utilisé pour repérer les cartes non robustes. Une carte est considérée comme non robuste si plus de 20 % des départements sont classés de manière incertaine dans leur groupe (à partir d'hypothèses probabilistes). Dans le cadre de ce rapport, la priorité est donnée au fait de représenter la situation de

l'année 2018 plutôt que la situation moyenne sur les 3 dernières années, quitte à réduire le nombre de groupes (pour garder l'année 2018 au centre de l'analyse).

2. Méthode de détermination de la significativité des évolutions annuelles départementales

Pourquoi parler de significativité des évolutions ? Pourquoi ne pas tout simplement parler de hausses et de baisses ? L'objectif est de s'assurer qu'une évolution est suffisamment nette pour pouvoir parler de baisse ou de hausse de la délinquance enregistrée. Par exemple, une baisse de 10 vols sans violence à Paris en 2018 s'apparente davantage à une stagnation qu'à une véritable baisse sachant que la capitale en compte environ 140 000 par an.

Pour chaque département et pour chaque forme de délinquance, la connaissance du nombre d'infractions et la taille de la population permettent de déterminer les seuils à partir desquels les évolutions annuelles sont significatives. Ces calculs s'appuient sur des hypothèses probabilistes (Loi de Poisson).

Mais alors, parmi les évolutions significatives sélectionnées précédemment, comment distinguer les évolutions fortes des évolutions modérées ? Un seuil permettant de partitionner les valeurs absolues des évolutions en 2 groupes est déterminé grâce à un algorithme (Jenks). Pour chaque département dont l'évolution annuelle est significative, le sens de cette évolution et sa valeur vis-à-vis du seuil permettent de classer le département en « forte baisse », « baisse modérée », « hausse modérée » ou « forte hausse ». Cette méthode a pour avantage de proposer des classifications cohérentes tout en s'adaptant à différentes distributions des évolutions (pour les cambriolages, les vols violents, etc.).